

le maire d'Ivry M. Georges Marrane. Sénateur de la Seine [13 octobre 1949] (p. 5766).

PETIT (M. Eugène) dit Claudius, Député de la Loire.

*Ministre de la Reconstruction
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre de la Reconstruction
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet RIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de la Reconstruction
et de l'Urbanisme.*

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

*Ministre de la Reconstruction
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre de la Reconstruction
et de l'Urbanisme.*

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 59). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*) [26 janvier 1948] (p. 195). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. 30 janvier 1948] (p. 1012). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J. O. du 23 novembre 1947] (p. 11611).

Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission

de l'Indochine. n° 4. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 309. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés et évincés pour des raisons d'urbanisme, une option sur le local vacant de même nature le plus proche, n° 976. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mlle José Dupuis et plusieurs de ses collègues tendant à la création, par le département de la Seine, d'un cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire, dans lequel seront intégrés les professeurs communaux en exercice, et habilitant le département de la Seine à inscrire à son budget les dépenses du Service des enseignements spéciaux ainsi créé, n° 1446. — Le 31 juillet 1947 un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation des propriétaires sinistrés dont les immeubles ont été reconstruits par l'Etat au titre de « Chantiers d'expérimentation », n° 2181. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer, de toute urgence, la loi du 7 janvier 1918 sur les chèques postaux, aux départements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 4943. — Le 17 août 1948 un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant statut des Centres d'apprentissage, n° 5285. — Le 17 décembre 1948, un projet de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 5849. — Le 29 mars 1949 un projet de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, n° 6862. — Le 29 mars 1949, un projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 40 de

la loi du 1^{er} septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation, n° 6863. — Le 30 mars 1949 un projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement, n° 6895. — Le 5 avril 1949, un projet de loi tendant au relèvement de la redevance due par les organismes d'habitations à bon marché, n° 6927. — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant modification de l'article 32 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7135. — Le 21 juin 1949, un projet de loi portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1949 des attributions d'office de logement prononcées au titre de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 7547. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, n° 8099. — Le 13 octobre 1949: un projet de loi portant aménagement du prélèvement sur les loyers, n° 8184. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif à la modification de l'article 25 de la loi du 16 juin 1948 sur les associations syndicales et sociétés coopératives de Reconstruction, n° 8194. — Le 21 novembre 1949, un projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 8421. — Le 15 juin 1950, un projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, n° 10300. — Le 15 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10301. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'acte de guerre, n° 11003. — Le 2 novembre 1950, un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, n° 11147. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi portant modification de la loi n° 50-761 du 30 juin 1950 prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 11460. — Le 13 février 1951, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux

travaux préliminaires à la reconstruction, n° 12164.

Interventions :

Est entendu : au cours du débat sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat [19 décembre 1946] (p. 132); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Désignation de cinq Conseillers de la République*) [20 décembre 1946] (p. 197). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) *Articles additionnels de M. Louis Marin tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* [23 décembre 1946] (p. 316). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Désignation de cinq Conseillers de la République*) [23 décembre 1946] (p. 362). — Prend part au débat sur la désignation des Conseillers de la République représentant les Français des pays de protectorat [27 décembre 1946] (p. 376). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique ; Art. 2 : *Son amendement concernant les conditions dans lesquelles l'autorisation de paraître a été accordée* [27 février 1947] (p. 504); — du projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, Etat A EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 719 et 720); Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à supprimer les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les opérations de guerre* (p. 724); Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 731, 733, 734); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale, loi Billoux* (p. 753), Art. 38 bis : *Constructions d'habitations à bon marché* (p. 759 et 760), Etat C, P.T.T., Chap 902 : *Équipement en matériel électrique et radio-électrique* (p. 776 et 777); — des interpellations sur la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 902); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du Budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), Etat A,

FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 450 : *Campagne d'Indochine* [20 mars 1947] (p. 954). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports des bailleurs et des locataires de locaux à usage professionnel ou d'habitation ; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* [26 mars 1947] (p. 1116, 1117) ; *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1128, 1129) ; — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), Art. 5 : *Fabrications d'armes de la manufacture de Saint-Etienne* [27 mars 1947] (p. 1200) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336 et 1338). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence du débat*) [18 juin 1947] (p. 2179 et 2180) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de juillet 1947 (*Crédits pour le jamboree*) [26 juin 1947] (p. 2503). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Meck relative à l'élection des délégués dans les entreprises et amendée par le Conseil de la République ; Article unique : [3 juillet 1947] (p. 2680) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite des débats*) [7 juillet 1947] (p. 3128) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) (p. 3148) ; — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa concernant la constitution et les dépenses du cabinet du Président du Conseil économique* [18 juillet 1947] (p. 3200) ; — du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction* [24 juillet 1947] (p. 3469) ; *Discussion générale* (p. 3497, 3498, 3499) ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3631, 3632). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A : RECONSTRUCTION ET URBANISME [19 juillet 1947] (p. 3238, 3240) ; Chap. 100 : *Ses observations sur la politique générale de la reconstruction* (p. 3246, 3247, 3248) ; Chap. 304 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour frais de correspondance* (p. 3260) ; Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* (p. 3264) ; Chap. 604-5 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits pour documentation* (p. 3267) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3378, 3379, 3380) ; Chap. 100 : *Amendement de M. Cayol tendant à supprimer un crédit de 315.000 francs destiné à la création d'un poste de chef de service* [22 juillet 1947] (p. 3386) ; *Ses observations sur la direction de l'architecture* (p. 3387) ; Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3399) ; Chap. 195 : *Traitements du personnel des écoles nationales d'art des départements* (p. 3402) ; Chap. 339 : *Subventions à l'enseignement postsecondaire agricole* (p. 3411) ; Chap. 536 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux colonies de vacances* (p. 3429) ; Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree de la jeunesse* (p. 3432, 3433, 3434). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles ; Art. 2 : *Amendements de MM. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupant deux ouvriers au plus* [25 juillet 1947] (p. 3537) ; — des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou : *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen* ; *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan* [26 juillet 1947] (p. 3605, 3606) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Clôture de la session* [29 juillet 1947] (p. 3687) ; — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3649) ; Art. 3 : *Amendement de M. Minjoz concernant les conditions du droit de reprise* (p. 3654) ; *Son amendement tendant à préciser le droit de reprise des fonctionnaires en retraite* (p. 3655) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3675) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour participation à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction* [1^{er} août 1947] (p. 3827) ; — du projet de loi réprimant les manœuvres s'op-

posant à la collecte et à la répartitions des denrées rationnées ; Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (Cas des ouvriers grévistes)* [28 août 1947] (p. 4765) ; *Son amendement tendant à remplacer les mots : « de quelque manière que ce soit », par : « dans le but de nuire au ravitaillement »* (p. 4765, 4766) ; le retire (p. 4766) ; — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ravitaillement du maquis du Vercors* [28 octobre 1947] (p. 4924) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4976, 4977) ; — Est entendu sur une motion d'ordre : *Demande de discussion d'une modification du Règlement* [29 novembre 1947] (p. 5260). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 2 : *Ses observations sur l'organisation syndicale soviétique* [29 novembre 1947] (p. 5402). — Est entendu : pour un fait personnel : *Répond à M. Casanova qui l'a traité d'hittlerien et de fasciste* [29 novembre 1947] (p. 5426) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers de M. René Mayer* [16 décembre 1947] (p. 5780, 5781). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [18 décembre 1947] (p. 5877, 5878) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 (nouveau) : *Mesures en faveur des économiquement faibles* [27 décembre 1947] (p. 6332, 6333). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 décembre 1947] (p. 6168) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget* [27 décembre 1947] (p. 6360). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [27 décembre 1947] (p. 6387, 6388) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés ; Art. 10 : *Cumul de l'allocation de vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [28 décembre 1947] (p. 6410, 6411) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Discussion*

générale [29 décembre 1948] (p. 6489, 6490) ; Art. 5 : *Avances remboursables faites en vue de la passation de marchés de démarrage pour fabrications en grande série* [30 décembre 1947] (p. 6509) ; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par les inondations dans le Midi* (p. 6517) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [30 décembre 1947] (p. 6568) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires ; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6594, 6595) ; Art. 17 : *Amendements de MM. Masson, Véry et Lucas relatifs aux droits sur les rhums* (p. 6600) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles), Etat A, Chap. 800 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Entretien des hôpitaux* [31 décembre 1947] (p. 6654). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Civisme de M. Poimboeuf* [15 janvier 1948] (p. 171). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa concernant les sinistrés* [3 février 1948] (p. 353) ; Art. 3 : *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le 2^e alinéa* [10 février 1948] (p. 569) ; *Son amendement relatif au cas des sinistrés et réfugiés* (p. 572) ; le retire (ibid) : *Son amendement relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 572, 573, 574) ; Art. 6 : *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui occupent des locaux expropriés* [13 février 1948] (p. 710) ; *Amendement de M. Dominjon tendant à insérer au 9^e alinéa les mots « à leur charge »* (p. 713) ; Art. 7 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* [17 février 1948] (p. 756) ; Art. 8 bis : *Demande de disjonction du dernier alinéa de l'article* (p. 761, 762) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre l'article à diverses catégories de victimes de guerre* [2 mars 1948] (p. 1232) ; Art. 6 : *Amendement de M. Gallet relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail* (p. 1236, 1237) ; *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer « dans la*

même agglomération » au 9^e alinéa (p. 1240); Art. 46 : *Constructions régies par la législation des habitations à bon marché* [9 mars 1948] (p. 1601); Art. 47 : *Amendement de M. Dominjon tendant à favoriser les familles les plus nombreuses* (p. 1603); Art. 49 : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire le taux d'amortissement des frais d'aménagement faits par le locataire* (p. 1607); Art. 59 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le maintien dans les lieux à certains étrangers seulement* (p. 1612); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1716); Art. 62 bis : *Exemption de majorations d'impôts à la suite des majorations de loyers* [4 mai 1948] (p. 2475); Art. 12 : *Amendements de MM. de Moro-Giafferri et Montillot tendant à exclure les locaux professionnels du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 14 bis : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux professionnels* [20 mai 1948] (p. 2797, 2798); *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le 2^e alinéa* (p. 2800); *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre le droit de reprise aux conjoints des ascendants ou descendants* (p. 2803, 2804); Art. 12 : *Son sous-amendement tendant à exiger du local offert en échange d'une reprise des conditions au moins égales de salubrité* (p. 2804, 2805); Art. 13 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise aux parents du propriétaire que s'ils ne sont pas propriétaires eux-mêmes* [21 mai 1948] (p. 2838); *Amendement de M. Minjoz tendant à favoriser les familles nombreuses et limitant à une fois l'exercice du droit de reprise* (p. 2840); *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des exceptions du droit de reprise* (p. 2843); *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans et ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2946); Art. 13 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre à tous les travailleurs retraités le droit de reprise* (p. 2954); *Amendement de M. Lenormand tendant à faciliter le logement des locataires évincés* (p. 2954); Art. 13 : *Amendement de M. Citerne tendant à ce que le propriétaire faisant une reprise puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe* [3 juin 1948] (p. 3138, 3139); Art. 13 bis : *Amendement de M. Chautard*

tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité (p. 3147); *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés même mutés dans une localité différente de celle où est située leur propriété* (p. 3148); le retire (ibid); *Son amendement tendant à étendre la possibilité de reprise des logements situés dans la ville d'origine de l'employé ou fonctionnaire muté* [4 juin 1948] (p. 3207); Art 52 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le 1^{er} alinéa* (p. 3216); Art 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une caisse de compensation des loyers* [11 juin 1948] (p. 3436, 3437); *Amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers* (p. 3444, 3445, 3446, 3447); *Son rappel au Règlement, (absence de quorum)* (p. 3444); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article* (p. 3508); Art 19 : *Son amendement tendant à fixer un loyer type lié au salaire moyen départemental* [15 juin 1948] (p. 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517); Art. 23 : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires* [17 juin 1948] (p. 3624, 3625); *Amendement de M. Triboulet tendant à inclure dans les prestations le conditionnement d'air et l'abonnement téléphonique* (p. 3633); Art. 25 : *Amendements de MM. Rollin et Citerne tendant à adopter un système différent de hausse des loyers en prévoyant une loi ultérieure* (p. 3639, 3640, 3641, 3643); *Son amendement relatif au prix de base pour un logement type fixé par rapport au salaire moyen départemental* (p. 3644, 3645, 3646), [18 juin 1948] (p. 3673, 3674, 3676, 3678); *Amendement de M. Coudray tendant à substituer le taux de 0,80/0 à celui de 1 0/0 et à augmenter les délais de hausse* (p. 3679); Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse aux familles nombreuses et économiquement faibles* (p. 3680); Art. 62 bis : *Pas de majoration d'impôts à la suite des majorations de loyers* (p. 3688, 3689); TITRE II, ALLOCATION-LOGEMENT, Art. 64 : *Amendement de M. Coudray tendant à accorder l'allocation aux propriétaires d'après la valeur locative du local qu'ils habitent* (p. 3721); *Amendement de M. Citerne tendant à accorder l'allocation même pour des logis insalubres en cas de force majeure* (p. 3722); Art 16 c : *Allocation-logement en fonction des enfants à charge* [23 juin 1948] (p. 3831); Art. 16 f ; *Amende-*

ment de M. Minjoz relatif aux primes d'emménagement et de déménagement (p. 3831, 3832); Son amendement relatif aux conditions nécessaires pour obtenir ces primes (p. 3833); Amendement de M. Minjoz relatif aux sources de ces primes (p. 3834); Art. 16 i : Amendement de M. Duquesne relatif à la mise en vigueur de l'allocation logement (p. 3838, 3839); Art. 70 : Son amendement tendant à diminuer de 50 0/0 à 30 0/0 le taux du prélèvement sur les loyers en faveur de l'allocation-logement [24 juin 1948] (p. 3897, 3898, 3899); Son amendement tendant à accorder des primes aux personnes quittant des appartements trop vastes (p. 3900, 3901); Art. 16 b : Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse des loyers aux économiquement faibles (p. 3902); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3924, 3925); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : Amendement de Mme Schell tendant à accorder le maintien dans les lieux aux ouvriers quittant leur logement par suite de la rupture de leur contrat de travail [25 août 1948] (p. 6231); Art. 11 : Sa demande de scrutin non acceptée par le président (p. 6232); Art. 13 bis : Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise (p. 6248); Son amendement accordant le droit de reprise aux jeunes ménages (p. 6249, 6250); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés quand le logement est dans un rayon de 20 kilomètres de leur nouvelle résidence (p. 6250, 6251, 6252); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux retraités (p. 6254); le retire (ibid.); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans (p. 6255); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies (p. 6255); Art. 20 ter : Amendement de M. Chautard tendant à instaurer la liberté des prix des loyers pour les immeubles bâtis depuis 1939 [26 août 1948] (p. 6286); Art. 13 bis : Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans (p. 6312, 6313, 6314). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [4 février 1948] (p. 402); — le règlement de l'ordre du jour (débat sur les loyers) [6 février 1948] (p. 473); — le dépôt

avec demandes de discussion d'urgence de propositions de résolution (*Proposition de résolution de M. Calas sur l'organisation universitaire*) [12 février 1948] (p. 675). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : en qualité de *Vice-président de la Commission de la reconstruction* [17 février 1948] (p. 764); *Discussion générale* (p. 766, 767, 768); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Capitant* (p. 770); *Son contre projet* (ibid); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) : ETAT A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 900 : *Regroupement des services administratifs* [25 février 1948] (p. 1087, 1088); SANTÉ PUBLIQUE, Chap. 901 : *Equipped des organismes d'hygiène sociale* (p. 1089); ETAT C, RADIODIFFUSION, Chap. 901 : *Bâtiments pour la radiodiffusion* (p. 1103); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Loutreau relatifs au rééquipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* (p. 1107, 1108); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1124, 1122). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1269). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 2 : *Régime des sociétés coopératives* [2 mars 1948] (p. 1280); *Amendements de MM. Midol, Guittou et Thiriet tendant à prévoir des coopératives agricoles* [17 mars 1948] (p. 1825, 1827); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer le 3^e alinéa* [1^{er} juin 1948] (p. 3065); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du Règlement de l'Assemblée; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exiger les membres d'au moins trois groupes pour demander un scrutin* [17 mars 1948] (p. 1805); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Ses explications de vote* [18 mars 1948] (p. 1899); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est; Article unique : *Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à rembourser intégralement les dommages* [18 mars 1948] (p. 1936). — Est entendu pour un fait personnel (*Accusations lancées contre lui par des députés commu-*

nistes) [18 mars 1948] (p. 1964). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2587, 2588, 2589); *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2652, 2653); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien des écoles privées* (p. 2674); *Amendements de MM. Farine et Guy Petit tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* (p. 2677); *Son amendement tendant à insérer un article prévoyant la création d'un conseil de parents d'élèves surveillant les programmes* (p. 2678, 2679); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2686, 2687); — de propositions de lois relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2734, 2735, 2736, 2737, 2738); *Demande de renvoi à la Commission* (p. 2741); *Ses explications de vote sur la proposition de M. Arthaud de renvoi à la Commission* (p. 2742); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques; *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2768); Art. 2 : *Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* [25 mai 1948] (p. 2885, 2886). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage-ment des cadres [27 mai 1948] (p. 2958). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.; Art. 1^{er} : *Code des Kolkhoses en U.R.S.S.* [25 juin 1948] (p. 3968); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 503 : *Amendement de M. Pleven tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le commissariat à l'énergie atomique* [26 juin 1948] (p. 4050, 4051); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4981); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions la subvention à l'entraide française* [29 juillet 1948] (p. 5073); Chap. 601 : *Etablissements thermaux affermés par l'Etat* [30 juillet 1948] (p. 5119); Chap. 701-2 : *Amendement de M. Renard tendant à réduire de 10 millions les crédits pour l'immigration de travailleurs*

étrangers (p. 5119, 5120); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale* [31 juillet 1948] (p. 5181); RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique des prix et du ravitaillement* [2 août 1948] (p. 5209); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la lecture faite par M. Lamps* (p. 5223, 5224); Chap. 100 : *Ses observations sur les constructions scolaires et l'enseignement du dessin* [3 août 1948] (p. 5245, 5246, 5247, 5248); *Retard au vote du statut de la formation professionnelle* (p. 5257); Chap. 150 : *Personnel de l'enseignement technique (école hôtelière)* (p. 5279); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*En qualité de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*) : ETAT A, RECONSTRUCTION, Chap. 6045 : *Amendements de MM. Garet et Finet tendant à augmenter les crédits pour dépenses de documentation et vulgarisation* [14 septembre 1948] (p. 6519). — Est entendu pour un fait personnel : *Tract de la S.N.E.P. en faveur du Maréchal Pétain* [28 juin 1948] (p. 4099). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4123, 4124, 4128); Art. 2 : *Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films* [30 juillet 1948] (p. 5090, 5091); *Amendement de M. Grenier tendant à exempter de la taxe de production les films non exploités commercialement* (p. 5094); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le conseil d'administration un représentant du Ministère de l'Education nationale* (p. 5096); *Ses amendements tendant à inclure dans ce conseil des représentants du syndicat des producteurs et exploitants de films* (p. 5097); *les retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas favoriser l'extension des salles de cinéma* (p. 5100); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer de sanction en cas de retard dans le paiement de la taxe* (p. 5101); *le retire* (ibid.); *Sanctions prévues contre les fraudeurs* (p. 5101); *Son amendement tendant à faire appliquer ces sanctions par les tribunaux* (p. 5102); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : ETAT A, GUERRE, Chap. 125 : *Service de santé* [8 juillet 1948] (p. 4493, 4494); Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* [9 juillet 1948] (p. 4522, 4523); ETAT C, AIR : Chap. 931 : *Travaux neufs, terrain de Chartres* [16 juillet 1948] (p. 4660, 4661); —

du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948 ; Art. 13 : *Ses explications de vote sur l'article interdisant tout dépassement de dépenses* [20 juillet 1948] (p. 4867). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget*) [30 juillet 1948] (p. 5138) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5995) ; — le procès-verbal de la séance précédente (*inexactitude des informations de la radiodiffusion française*) [25 août 1948] (p. 6246). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédit pour 1948 (*investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6376, 6381, 6382, 6383). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. R. Schuman) : *Ses observations sur le pouvoir d'achat de l'ouvrier soviétique* [31 août 1938] (p. 6410). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : *Amendement de MM. Cruzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7911, 7912, 7913, 7916) ; *Amendement de M. Nisse tendant à n'appliquer ce mode de paiement que sur la demande du sinistré* (p. 7917) ; *Amendement de M. Siefridt tendant à rendre facultatif le paiement par titre* (p. 7917) ; *Amendement de M. René Schmitt tendant à excepter les commerçants du paiement par titre* (p. 7918) ; *Amendement de M. Coudray tendant à limiter le paiement par titre aux sinistrés ayant repris leur activité ou ayant subi des dommages supérieurs à 10 millions* (p. 7918) ; *Amendement de M. Halbout tendant à excepter de ce paiement par titres les immeubles d'habitation affectés à usage commercial ou industriel* (p. 7919) ; *Amendement de M. Gervolino tendant à étendre le paiement par titre aux biens à usage agricole ou artisanal supérieurs à 120.000 francs* (p. 7919) ; *Amendement de M. Coudray tendant à prévoir une revalorisation des dommages de guerre* (p. 7920) ; Art. 11 : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer l'article* (*ibid.*) ; —

de la proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Desjardins tendant à ce que le droit au bail des commerçants persiste même si l'immeuble est reconstruit dans une autre commune* [28 décembre 1948] (p. 8070, 8071) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949 : Art. 11 : *Amendement de M. Mayer tendant à rétablir l'article* [31 décembre 1948] (p. 8258, 8259) ; — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du logement)* [28 janvier 1949] (p. 243, 244, 249, 250) ; *Renvoi du débat* (p. 255) ; *Discussion générale (Ses observations sur les inconvénients de la précédente loi sur les loyers, l'augmentation relativement faible des loyers, la faible fraction de leurs revenus consacrés par les Français à leur loyer, la crise du logement à Paris et surtout en province dans les régions sinistrées, la vétusté des immeubles en France, quelques exemples de hausses de loyers à Paris et en province, les mérites de l'allocation logement pour les familles nombreuses, la question du chauffage et des charges)* [3 février 1949] (p. 300, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312) ; *Explications de vote sur la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 374, 375, 378, 379) ; *Rappel au règlement de M. Triboulet (Ordre du débat pour la proposition de résolution)* (p. 1034, 1035) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte des éléments de la surface corrigée* (p. 1038) ; Art. 2 : *Amendement de MM. Minjoz et Toujas tendant à ramener au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée, les loyers trop élevés* [8 mars 1949] (p. 1297) ; *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* (p. 1299) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret avant chaque augmentation semestrielle* (p. 1302, 1303) ; *Sous-amendement de M. Toujas tendant à prévoir une loi avant chaque augmentation semestrielle* (p. 1304) ; Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* (p. 1305, 1306) ; Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout les clauses du maintien dans les lieux* (p. 1307) ; *Nécessité de hâter le débat* (p. 1309) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à*

un usage professionnel (p. 1310); *Proposition de M. de Moro-Giafferri de suspendre le débat* (p. 1313); *Art. 5 bis: Amendement de M. Péron relatif aux majorations de loyers des meublés* (p. 1315); *Article additionnel: Amendement de M. Viard tendant à revenir au droit commun pour certaines catégories d'immeubles* (p. 1315); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; *Art. 1^{er}: Amendement de MM. Citerne et Minjoz tendant à maintenir l'article concernant les locataires de l'immeuble acheté par un nouveau propriétaire* [14 avril 1949] (p. 2463); *Art. 1^{er} bis A: Amendement de MM. Citerne et Minjoz tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* (p. 2465); *Art. 4: Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre l'article du Conseil de la République limitant la taxation des dépendances aux remises et garages seulement* (p. 2467); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1116, 1117); *Art 2: Ouverture de 270 milliards de crédit pour la reconstruction (Ses observations sur l'effort actuel de reconstruction et les résultats déjà obtenus, la fin des opérations de déminage, les paiements consentis aux sinistrés, l'effort d'investissement dans le secteur nationalisé et notamment les houillères)* [3 mars 1949] (p. 1192, 1193, 1194, 1195, 1196); *Art. 2: Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1396); *État B.: Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* (p. 1400, 1401, 1402); *Amendements de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter de 12 à 15 milliards, respectivement, les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 1424, 1426, 1427); *Allocation d'attente aux sinistrés* (p. 1428); *Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes* (p. 1429, 1430); *Amendements de MM. Triboulet et Gautier tendant à réduire de 500 millions les crédits pour constructions expérimentales* (p. 1431, 1432, 1433); *Art. 3 ter: Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide* (p. 1446, 1449); *Amendements de MM. Halbout et Triboulet tendant à payer en espèces tous les sinistrés prioritaires de 1948* (p. 1450); *Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par titres aux sinistrés pour les éléments*

d'exploitation (p. 1451); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Art. 3 ter: Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2272 2273); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2276); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor; *Art. 29 bis A: Ouverture de crédits pour le développement de la construction de logements à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1357, 1358, 1359); — d'une proposition de loi relative aux loyers; *Art. 1^{er}: Amendement de M. A. Petit tendant à ne pas majorer les loyers dans le 2^e semestre de 1949* [16 juin 1949] (p. 3388); *Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi sur les loyers à toute la France* (p. 3388, 3389); *Art. 4: Amendement de M. Moisan relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés ayant obtenu un local de l'administration* (p. 3390, 3391); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement, amendée par le Conseil de la République; *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5395, 5396). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Bidault) [décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Pierrard relative à l'achat par un haut fonctionnaire de la Reconstruction, d'un immeuble partiellement endommagé et à la revalorisation du montant initial de ce dommage [9 décembre 1949] (p. 6737, 6738); — de M. Boutavant relative à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés frappant certains petits salariés épargnants notamment au Creusot [9 décembre 1949] (p. 6738). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; *Art. 4: Amendement de M. Médecin tendant à réduire de 1 million les crédits de la Reconstruction pour l'équipement touristique* [27 décembre 1949] (p. 7339, 7340); *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 7340, 7341, 7342); *Art. 50: Amendement de M. Cruzier tendant à émettre 40 milliards de nouveaux titres d'emprunts pour les sinistrés* (p. 7433, 7434); *Amendement de M. René Schmitt relatif à l'émission de 50 mil-*

liards de titres d'emprunts nominatifs et inaliénables pour les sinistrés (p. 7436); — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 403); Article unique : *Amendement de Mme Schell tendant à réserver en priorité les nouveaux logements aux rapatriés de Kehl* (p. 404); *Amendement de Mme Schell tendant à prévoir une priorité générale dans la ville de Strasbourg pour les rapatriés de Kehl* (p. 405); Article additionnel : *Amendement de Mme Schell tendant à exiger du Gouvernement allemand de Bonn le remboursement des dépenses faites à Kehl* (p. 405); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 50 bis : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au paiement des sinistrés par des titres de la Caisse autonome de la reconstruction* [29 janvier 1950] (p. 791, 792); Art. 51 : *Remise de titres de la Caisse autonome de la reconstruction en paiement des dommages agricoles* (p. 793). — Répond à une question de M. Kuehn relative aux retenues opérées sur le salaire de certains fonctionnaires à la suite de la grève des 14 et 15 janvier 1949 [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1511, 1517, 1518); *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* [21 mars 1950] (p. 2206, 2207); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 2210); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2320), [28 mars 1950] (p. 2451, 2458, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Nisse tendant à imputer le coût des constructions expérimentales sur les investissements productifs et non sur les dommages de guerre* (p. 2493); Art. 2 : *Amendement de M. Cance tendant à ne diminuer en aucun cas les crédits pour les immeubles d'habitation* (p. 2497); *Amendement de M. Midol tendant à modifier la répartition des crédits en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2499, 2500); *Sa demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers* (p. 2500, 2501, 2503,

2504); *Amendement de M. René Schmitt tendant à porter l'indemnité mobilière à 15 milliards de francs* (p. 2504); *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1 million les crédits pour les immeubles de toute nature* (p. 2505); *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions et aménagements provisoires* (p. 2507); Art. 3 ter : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à porter le plafond des dommages mobiliers à 500.000 francs* (p. 2510); *Amendement de M. Mondon tendant à n'appliquer l'article qu'après règlement forfaitaire total des sinistrés au-dessus de 50 0/0* (p. 2510); *Amendement de M. Midol tendant à fixer le forfait pour le mobilier détruit à 225.000 francs* (p. 2510); Art. 7 : *Amendement de M. Hénault tendant à prévoir davantage de nouvelles écoles* (p. 2512); Article additionnel : *Amendement de M. Croûzier tendant à donner au Gouvernement un nouveau et dernier délai pour l'établissement du plan de financement* (p. 2513, 2514); Art. 11 : *Amendement de M. P. Chevallier tendant à faciliter l'acquisition de créances de dommages de guerre par les associations et coopératives de reconstruction* (p. 2516); Art. 13 : *Amendement de M. Nisse tendant à supprimer l'article* (p. 2517); Art. 17 : *Amendement de M. Nisse tendant à hâter les évaluations des dommages de chaque sinistré* (p. 2518); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1950] (p. 4163, 4164); Art. 2 : *Dommages de guerre mobiliers* (p. 4166, 4167, 4168, 4169); *Réparation des dommages agricoles* (p. 4170, 4171); *Ventilation éventuelle des crédits* (p. 4175); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : *Crédits prévus pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3065, 3066, 3067, 3068, 3069); *Amendement de M. Coudray tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédit immobilier* (p. 3071, 3072); Art. 7 : *Amendement de M. Lenormand tendant à n'accorder de prime à la construction que pour les maisons individuelles ou les habitations à bon marché* (p. 3073, 3074); *Amendement de M. René Schmitt tendant à étendre le nombre des années pendant lesquelles seront applicables les primes et à consentir des taux plus favorables aux familles nombreuses* (p. 3075, 3076); *Amendement de M. Siefridt tendant à prévoir des primes pour*

les familles nombreuses ayant reçu un prêt d'une société de crédit immobilier (p. 3076, 3077); Amendement de M. Coudray tendant à prévoir des primes pour les souscripteurs d'un contrat de construction auprès d'une société de crédit immobilier (p. 3078, 3079); Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à appliquer les primes non seulement en 1950 mais pendant l'exercice budgétaire 1950 (p. 3081); Amendement de M. Dusseaulx tendant à prévoir le financement des travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'électrification (p. 3082); Art. 9 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer l'appellation « habitation à loyer modéré » à « habitation à bon marché » (p. 3083); Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire à six mois les délais administratifs relatifs à l'instruction d'un projet de construction d'habitations à bon marché (p. 3084); Art. 11 : Amendement de M. Siefridt tendant à accorder des remises d'intérêt aux emprunteurs du crédit immobilier (p. 3085); Amendement de M. Coudray tendant à ajouter un représentant de l'Union nationale des associations familiales aux membres de la Commission des habitations à bon marché (p. 3086); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à placer sous le contrôle technique du Ministère de la Reconstruction les constructions de logement réalisées par les services publics [3 mai 1950] (p. 3174); Art. 11 ter : Amendement de M. Coudray tendant à réserver par priorité la participation de l'Etat au logement des familles nombreuses (p. 3174); Art. 11 quater : Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prévoir des conventions entre les Ministères et les Offices publics d'habitation (p. 3175); Art. 21 : Amendement de M. Siefridt tendant à garantir les emprunts contractés par des propriétaires pour réparer leur maison quand ils ont l'aide du Fonds national d'habitation (p. 3178); Art. 23 : Amendement de M. René Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France (p. 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction ou les résidences secondaires [19 juillet 1950] (p. 5624, 5625); Art. 11 : Amendement de M. Coudray tendant à étendre les avantages prévus pour les familles nombreuses aux familles ayant deux enfants à charge

(p. 5627); Amendement de M. Coudray tendant à prévoir un représentant de l'U. N. A. F. dans la Commission statuant sur prêts pour les habitations à loyer modéré (p. 5627, 5628); Art. 11 ter : Amendement de M. Terpend tendant à augmenter la participation de l'Etat aux travaux de restauration de l'habitat rural (p. 5629); — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à étendre la loi à toutes les communes [9 mai 1950] (p. 3387); Amendement de M. Chautard tendant à n'accorder le bénéfice de la loi qu'aux personnes visées à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1949 (p. 3388, 3389); Art. 2 : Détermination du montant des primes accordées (p. 3389, 3390). — Répond à une question : de M. Citerne relative au bilan pour 1949, de l'allocation logement [12 mai 1950] (p. 3652, 3653); — de Mme Guérin relative à l'attribution des logements dits « I. S. A. I. » de Saint-Ouen [12 mai 1950] (p. 3653); — de Mme Ginollin relative au licenciement de personnel du Bazar de l'Hôtel de Ville [12 mai 1950] (p. 3653). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Discussion générale [13 juin 1950] (p. 4691); Chap. 1000 : Administration centrale (Prix de la construction) (p. 4693, 4694); Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre (p. 4694); Chap. 1010 : Personnel des services extérieurs (Répartition du personnel des délégations départementales) (p. 4695); Chap. 1050 : Indemnités des membres des commissions et conseils (Remembrement et aménagement urbain) (p. 4695, 4696); Chap. 1060 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour rémunération de concours extérieurs (p. 4696, 4697); Chap. 1090 : Amendement de M. Albert Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence (p. 4698); Chap. 1140 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de surveillance (p. 4699); Chap. 3030 : Amendement de Mme Schell tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement à l'Imprimerie nationale (p. 4699); Chap. 3070 : Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services (p. 4700); Chap. 4040 : Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour œuvres

sociales (Scandales de la Mutuelle) (p. 4701); Chap. 4060 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4709); Chap. 4080 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les services du logement* (p. 4709, 4710, 4712); Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction* (p. 4714); *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4715); Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment (Prix de la construction)* (p. 4717, 4718, 4719); Chap. 6060 : *Amendement de M. Gantier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique des travaux de la reconstruction (Centre de perfectionnement du M. R. U.)* (p. 6060); *Sa demande de rétablissement des crédits pour le contrôle technique des travaux de la reconstruction* (p. 4734); Chap. 6070 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertise de dommages de guerre (Lycée Félix-Faure de Beauvais)* (p. 4735, 4736); Chap. 6090 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le Conseil d'architecture* (p. 4737); Chap. 6110 : *Liquidation du service des constructions provisoires* (p. 4737); Chap. 6120 : *Amendement de M. Brillouet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour déminage et désobusage* (p. 4738); Chap. 6140 : *Frais de vente des immeubles construits par l'Etat* (p. 4738); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : RECONSTRUCTION : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6102). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1^{er}, Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 800 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'étude des plans d'urbanisme*

[20 juillet 1950] (p. 5678); Etat B, RECONSTRUCTION, Chap. 8000 : *Plans d'urbanisme du territoire* (p. 5686, 5687); Chap. 8070 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à rétablir les crédits pour l'urbanisme dans les villes sinistrées* (p. 5687, 5688); Art. 11 : *Indemnisation et réparation des sinistres par inondations dans les Pyrénées-Orientales* (p. 5698). — Répond à une question de M. Depreux relative aux bonifications d'intérêt accordées par la loi du 8 mars 1949 [4 août 1950] (p. 6640, 6641). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6657, 6658, 6659); Art. 3 : *Amendement de M. Guiguen tendant à exonérer de taxe les matériaux utilisés pour la construction d'habitations à loyer modéré par les sociétés coopératives ou les particuliers* (p. 6660, 6661); *Amendement de M. Coudray tendant à créer un fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6663); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Hénault tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux causés par les services civils* [4 août 1950] (p. 6730, 6731, 6732). — Est entendu sur un incident (*Ses observations sur le terme de « bicot » appliqué au Sultan du Maroc par M. Moch*) [19 octobre 1950] (p. 7021). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Article 26 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir des majorations semestrielles égales au huitième du loyer actuel* [30 novembre 1950] (p. 8329); *Amendement de M. Rabier tendant à ce que les majorations définitives ne dépassent pas 450 0/0 par rapport aux loyers payés en 1939* (p. 8330); Art. 32 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir un taux supérieur de 20 0/0 pour le prix du mètre carré par rapport à la métropole* (p. 8333); Art. 37 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à mettre à la charge du propriétaire les grosses réparations seulement* (p. 8334); Art. 38 bis : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyers les économiquement faibles* (p. 8335); *Sous-amendement de M. Serre tendant à fixer la date de la mise en application de l'article* (p. 8336); Art. 64 : *Amendement de M. Rabier tendant à*

prévoir la mise en application en Algérie de l'allocation logement avant 1951 (p. 8339); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : Amendement de M. Domignon tendant à ne pas obliger le propriétaire qui démolit à reloger les locataires expulsés [30 décembre 1950] (p. 9874). — Répond à une question : de Mme Marie Lambert relative à l'indemnisation des victimes du sinistre survenu à Brest le 28 juillet 1947 [8 décembre 1950] (p. 8836); — de M.M. Minjoz et Bouxom relative à la location d'immeubles à des économiquement faibles [15 décembre 1950] (p. 9151). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Question préalable posée par M. Nisse [14 décembre 1950] (p. 9106); Chap. 1000 : Lenteur de la reconstruction (p. 9109); Reconstruction et manque de logements à la Guadeloupe [15 décembre 1950] (p. 9157); Suppression d'emplois dans les services départementaux (p. 9159, 9160); Chap. 1090 : Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des habitations à loyer modéré (p. 9160); Chap. 1120 : Service des constructions provisoires (p. 9161, 9162); Chap. 4000 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux prestations familiales dues au personnel de déminage, présentée par M. Triboulet (p. 9162); Chap. 4010 : Services de l'allocation logement (p. 9163); Chap. 4030 : Œuvres sociales (p. 9163, 9164); Chap. 4070 : Amendement de M. Midol tendant à rétablir les crédits demandés pour les services du logement (p. 9166); Chap. 4080 : Amendement de M. Brillouet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonification d'intérêts pour les emprunts émis par les organismes d'habitations à bon marché (p. 9167); Chap. 5000 : Subventions aux coopératives de reconstitution mobilière (p. 9169); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9169, 9170); Chap. 5010 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au centre scientifique du bâtiment (p. 9171); Chap. 6010 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les honoraires d'avoués et frais judiciaires (Scandale de Gien) (p. 9172); Chap. 6060 : Contrôle technique des travaux de reconstruction (p. 9179); Chap. 6080 : Amende-

ment de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la documentation (p. 9179, 9180); Chap. 6090 : Conseil d'architecture et architectes d'encadrement (p. 9180, 9181); Chap. 6100 : Prêt du Crédit foncier aux sinistrés (p. 9181); Chap. 6110 : Liquidation du service des constructions provisoires (p. 9182, 9183, 9184); Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Réquisition de terrains) (p. 9184, 9185); Chap. 6130 : Frais de vente et de gestion des immeubles construits par l'Etat (p. 9185); Art. 3 : Sous-amendement de M. Halbout tendant à maintenir les services du logement dans les villes sinistrées à plus de 30 0/0 (p. 9187); Amendement de M. René Schmitt tendant à lever la taxe de compensation sur les locaux insuffisamment occupés pendant la durée d'application de la loi (p. 9188). — Répond à une question de M. Gauthier relative à l'augmentation de loyers dans les immeubles sinistrés et reconstruits [2 février 1951] (p. 681). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 1^{er} A : Blocage de 15 0/0 des crédits votés [14 mars 1951] (p. 1923); Explications de vote sur l'ensemble (Indemnisation des Français sinistrés en Belgique) (p. 1923). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du budget de la Reconstruction [10 avril 1951] (p. 3041). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8070 : Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées (Boulogne-sur-Mer) [11 avril 1951] (p. 3113, 3114); AGRICULTURE, Chap. 9031 : Restauration de l'habitat rural (p. 3121, 3122); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8001 : Plan d'aménagement du territoire (p. 3125, 3126); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : Amendement de M. Laurent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'équipement rural (Adductions d'eau) (p. 3130); Art. 11 : Amen-

dement de M. Rollin tendant à accorder un délai d'un an pour l'évacuation des locaux d'habitation occupés par l'Administration (p. 3136, 3137); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION** : Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à demander 500 milliards pour la reconstruction [12 avril 1951] (p. 3191); Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant à demander 100 milliards pour les habitations à loyer modéré (p. 3192, 3193, 3194); Art. 1^{er} : Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus [13 avril 1951] (p. 3254, 3255, 3258, 3259, 3260, 3261, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277); Art. 11 : Amendement de M. Guiguen tendant à établir l'évaluation totale des dommages de guerre avant le 31 décembre 1951 (p. 3278); Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer l'alinéa accordant la priorité aux projets portant l'accord des propriétaires sinistrés sur ceux n'ayant pas l'accord unanime (p. 3279); Amendement de M. Albert Rigal relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par les propriétaires sinistrés (p. 3280); Art. 13 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas étendre la prime d'économie aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier (p. 3282); Art. 13 bis : Amendement de M. Girard tendant à affecter un quarante et unième des crédits aux départements d'outre-mer (p. 3283); Art. 14 : Amendement de M. Minjoz tendant à confier le plan de constructions en série de logements, aux organismes d'habitation à loyer modéré (p. 3284); Art. 15 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à affecter 4 milliards au logement des Français de Kehl (p. 3285); Art. 18 : Amendement de M. Siefridt tendant à ne reconduire les lois mentionnées que pour 1951 (p. 3286); Amendement de M. de Sesmaisons tendant à nommer un représentant du Ministère de l'Agriculture dans la Commission des prêts en faveur des habitations à loyer modéré (p. 3287); Amendement de M. Fievez tendant à réduire le taux des prêts de 2 à 1 0/0 (p. 3287); Art. 19 : Amendement de Mme Rabaté tendant à reloger les locataires des immeubles insalubres détruits (p. 3288); Article additionnel : Amendement de M. Nisse tendant à accorder un délai supplémentaire aux sinistrés pour la déclaration des dommages [18 avril 1951] (p. 3443); Amendement de M. Penoy tendant à

supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 limitant à 70 0/0 les indemnités de la part de l'Etat dans les reconstitutions immobilières (p. 3444); Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946 relative au calcul du coût de la reconstitution du dommage en fonction de la valeur 1939 (p. 3445, 3446, 3447, 3448); Art. 23 : Amendement de M. Thiriet relatif à l'enlèvement des dépôts provenant des déblaiements (p. 3449); Art. 24 : Amendement de M. Triboulet tendant à permettre un aménagement nouveau dans une reconstitution industrielle ou commerciale (p. 3449, 3450); Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report des dommages agricoles sur d'autres constructions (p. 3450, 3451); Art. 25 : Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession de dommages de guerre (p. 3457, 3458); Amendement de M. Crouzier relatif aux droits de mutation prélevés sur les cessions de dommages de guerre (p. 3459); Art. 26 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer une autorisation administrative à l'autorisation judiciaire pour les mutations de dommages de guerre (p. 3461, 3462, 3463); Demande de renvoi de l'article à la Commission, présentée par M. Halbout (p. 3464); Art. 27 : Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à permettre un appel aux sinistrés dont l'évaluation n'est pas retenue (p. 3464); Art. 28 : Amendement de M. Fauvel tendant à supprimer le dernier alinéa appliquant la loi du 28 octobre 1946 en Indochine (p. 3465, 3466); Art. 1^{er} : Amendement de M. Gouge tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement par titres (p. 3468, 3469); Art. 2 : Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales (p. 3472, 3473); Amendement de M. Coudray tendant à augmenter de 600 millions les crédits pour les dommages agricoles (p. 3474); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages urbains (Indemnisation des branchements d'eau, d'électricité et de gaz) (p. 3478); Amendement de M. Gauthier tendant à réduire de 1.000 francs les autorisations de programmes (Suspension du traitement de M. Bodqert) (p. 3478); Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les autorisations de paiement (Loyer des sinistrés logés dans les baraques) (p. 3478, 3479); Art. 3 : Amendement de M. Halbout tendant à

prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés (p. 3497); Art. 4 : Amendement de M. Desson relatif au délai de mobilisation des titres remis aux sinistrés agricoles (p. 3498); Art. 5 : Amendement de M. Gouge tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950 (p. 3500); Amendement de M. Coudray tendant à appliquer la loi sur les priorités nationales plus rigoureusement (p. 3501); Art. 10 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction indistinctement sur tout le territoire [19 avril 1951] (p. 3518, 3519); Amendement de M. Coudray tendant à fixer la surface maxima bénéficiant des primes à la construction d'après le nombre des enfants (p. 3519); Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux acquéreurs de logement des habitations à loyer modéré le bénéfice des primes à la construction (p. 3520); Amendement de M. Fauvel tendant à étendre les primes à la construction aux logements des salariés agricoles (p. 3521, 3522); Art. 10 bis : Amendement de M. R. Schmitt tendant à prévoir des crédits pour la construction de logements pour les fonctionnaires des Ministères civils (p. 3523); Art. 21 : Amendement de M. Penoy tendant à supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 (Payement de 70 0/0 des dommages) (p. 3523, 3524); Amendement de M. Halbout tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Amendement de M. Yvon tendant à porter à 10 millions le montant des dommages pour les navires de pêche sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Amendement de M. Yvon relatif au marché de travaux passé par les associations syndicales et coopératives de reconstructions (p. 3526); Amendement de Mme Poinso-Chapuis relatif à l'évaluation du coût de la reconstitution des immeubles bâtis (p. 3527); Art. 26 : Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir la rescision pour lésion de la vente des dommages de guerre vendus à moins de 30 0/0 de leur valeur (p. 3536); Sous-amendement de M. Nisse relatif au rôle des commissions d'arrondissement des dommages de guerre (p. 3538); Art. 8 : Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir 15 milliards pour l'accession à la petite propriété [11 mai 1951] (p. 5067); de ce projet de loi amendé par

le Conseil de la République; Art. 26 quater : Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre l'article créant un poste de Commissaire du Gouvernement [22 mai 1951] (p. 5673). — Répond à une question : de M. Gauthier relative à la construction de la cité Château-Gaillard à Chelles (Seine-et-Marne) [13 avril 1951] (p. 3263, 3264); — de M. Tinaud relative à l'indemnisation des propriétaires de voitures automobiles saisies par l'armée allemande [13 avril 1951] (p. 3264); — de M. Minjoz relative au retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale [13 avril 1951] (p. 3264); — de M. Pierrard relative au licenciement d'une entreprise textile de Boeschepe (Nord) [13 avril 1951] (p. 3265); — de M. Finet relative à la fourniture par la régie autonome des transports parisiens de renseignements aux parlementaires [13 avril 1951] (p. 3265). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1^{er} : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à affecter un milliard au fonds national d'aménagement du territoire [19 avril 1951] (p. 3545, 3546); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : Discussion générale [11 mai 1951] (p. 5027, 5030, 5034); Art. 2 : Amendement de M. Palowski tendant à prévoir des crédits pour les subventions prévues dans le budget de l'exercice 1952 (p. 5039). — Répond à une question : de M. Rosan Girard relative à la construction de logements et la réglementation des rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer [11 mai 1951] (p. 5045); — de M. Genest relative à la carte du combattant volontaire de la Résistance [11 mai 1951] (p. 5045). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles [22 mai 1951] (p. 5747, 5748).

PETIT (M. Guy), Député des Basses-Pyrénées.
Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale